

Un géant, Hocine Aït Ahmed,



© DR

Hocine Aït Ahmed en 1958.

C'est ce premier janvier 2016 que sa Kabylie natale, toute l'Algérie, les Marocains et les Tunisiens qui l'ont connu ont dit adieu à Ssi Hocine Aït Ahmed, l'un des géants de la génération de nationalistes maghrébins du siècle dernier.

Au tournant de la Deuxième guerre mondiale, une génération de Maghrébins décide, en Algérie, au Maroc et en Tunisie, de s'atteler à une tâche qui semble quasiment impossible : émanciper leurs nations de la domination coloniale.

Aujourd'hui, alors que Ssi Hocine nous a quittés, que les indépendances sont intervenues depuis des décennies, que retenir de l'itinéraire de l'un des « fils de la Toussaint », ces neuf jeunes Algériens qui ont osé, en cette nuit du 1^{er} novembre 1954, déclencher la lutte armée pour libérer leur patrie ?

Enfant marocain durant la guerre d'Algérie, je n'avais évidemment aucune conscience de ces événements, sinon quelques interrogations à propos de ces réfugiés algériens présents à Fès, et dont certains fréquentaient la boutique de mon père. Je n'ai découvert ces fils rebelles (et leurs prédécesseurs : Ben Badis, Messali Hadj, Ferhat Abbas et leur illustre ancêtre l'émir Abdelkader) que bien plus tard en France, à la fin des années 1970, début des années 1980. Les premiers travaux historiques sur le mouvement indépendantiste algérien commençaient alors à paraître et Benjamin Stora, Gilbert Meynier, Mohamed Harbi, Omar Carlier, Mahfoud Kaddache, Hassan Remaouen et Guy Pervillé, notamment, familiarisaient les

jeunes militants de l'immigration que nous étions avec l'histoire longue du Maghreb et de ses diasporas.

Nous découvrons alors que bien avant notre génération militante des années 1970, d'autres Maghrébins nous avaient précédés en France et avaient jeté, dès le lendemain de la Première guerre mondiale, les jalons du nationalisme maghrébin moderne : Abdelaziz Taalbi, qui écrit sur les rives de la Seine son ouvrage fondateur *La Tunisie martyre*, l'émir Khaled, petit-fils d'Abdelkader, officier révolté qui commence à plaider les droits des Algériens, Messali Hadj, qui fonde ce qu'on appellera La Glorieuse Etoile nord-africaine et son journal *El Oumma*, les premiers étudiants marocains Mohamed El Fassi, Ahmed Balafrej et bien d'autres, qui jouent un rôle moteur dans la création de l'Association des étudiants musulmans nord-africains (Aemna). Cette association, dont l'action perdure jusqu'au milieu des années 1970, constituera LA pépinière de centaines de militants du Maghreb et de très nombreux dirigeants des pays indépendants. Ou Belhassan Ouazzani, qui fonde la revue *Maghreb* avec Jean-Pierre Longuet, descendant de Marx, à la veille du deuxième conflit mondial.

Les débats vifs de l'Algérie des années 1990

Dans cette vaste constellation militante maghrébine, Ssi Hocine Aït Ahmed fait partie de la génération suivante, celle qui accède à l'action politique au lendemain de la défaite du nazisme. Immense itinéraire politique qui lui fait connaître tour à tour

l'action armée (au moins à deux reprises), maintes fois la clandestinité, la prison sous la domination coloniale puis dans l'Algérie nouvellement indépendante, l'exil, périodiquement renouvelé...

Je n'aurais pour ma part l'honneur de le connaître qu'au milieu des années 1990. Responsable à la LDH et à la FIDH, je suis la situation en Algérie, marquée alors par une violence paroxysmique qui n'a cessé de se développer depuis l'interruption du processus électoral en janvier 1992, la proclamation de l'état d'urgence le 9 février et la dissolution, le 4 mars suivant, du Front islamique du salut (FIS), le parti qui avait remporté le premier tour des législatives. Les opinions publiques algérienne et française ainsi que les militants des droits de l'Homme dans les différents pays arabes sont alors très partagés entre ceux qui soutiennent, au nom de la « laïcité », les « droits des femmes », etc., l'intervention de l'armée et cette interruption du processus politique, et ceux, dont je suis, qui estiment que l'on ne peut violer aussi massivement les droits de l'Homme au prétexte de les défendre et qu'une des problématiques essentielles de ce moment historique est l'intégration des courants de « l'islam politique » dans un jeu démocratique pacifié. Au sein de la LDH comme à la FIDH, ces questions, qui se posent en même temps que celle du « hidjab », suscitent aussi de vifs débats.

C'est dans ce contexte que Ssi Hocine signe, le 13 janvier 1995, avec d'autres acteurs politiques algériens (dont Louisa Hanoune et le FIS, notamment), la fameuse plateforme dite de Sant'Egidio,

s'en est allé

appelant à une solution politique négociée du conflit en cours en Algérie. Pratiquement la même semaine, le congrès de la FIDH, qui se tient à Madrid, adopte à l'initiative de la Ligue française une résolution d'urgence soutenant, sans la nommer, cette plateforme.

Cette convergence stratégique quant aux choix à faire en matière de pluralisme politique et d'intégration de ce qu'il est convenu d'appeler l'islamisme est la base de ma rencontre et de mon amitié avec le défunt, que je verrai régulièrement jusqu'à mon retour au Maroc. C'est aussi ce qui fonde en premier lieu mon immense admiration pour l'homme politique disparu.

Le choix, affirmé, du pluralisme politique

Avec Ali Yahia Abdenour, le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, autre acteur central des accords de Sant'Egidio, Ssi Hocine est l'objet, peut-être plus que les autres signataires, d'attaques violentes, probablement en raison de la légitimité historique incontestable des deux personnages. Ssi Hocine persiste dans la défense de cette démarche vilipendée non seulement par les dirigeants d'Alger ou de Tunis d'alors, mais aussi par de nombreux « démocrates ». Dans ses multiples interventions et articles, il explique le fondement de ce choix, dont la justesse se vérifie encore aujourd'hui, vingt ans plus tard, dans notre région. On ne peut fonder une démocratie sur l'exclusion d'une force politique pacifique, quelles que soient les divergences avec telle ou telle partie de sa philosophie

*Son approche
tranquille
de la diversité,
faisant de
chaque affluent
historique
une source
d'inspiration et
d'enrichissement,
est aujourd'hui
encore féconde
et devrait nous
inspirer, alors
que le Maghreb
est encore
confronté
à la délicate
question
de la gestion
pacifique
et démocratique
du pluralisme.*

politique. Ce choix allait de pair, chez lui, avec la conviction qu'il n'y a, dans nos pays, d'autre alternative que le choix démocratique fondé sur la légitimité constitutionnelle, des élections libres, le pluralisme politique et l'alternance pacifique. A de multiples reprises, il explique que les droits de l'Homme doivent être au centre de cette utopie démocratique.

Le deuxième choix qui a marqué à mes yeux sa réflexion est son extrême sensibilité au pluralisme linguistique et culturel des nations maghrébines. Descendant d'une lignée maraboutique née au cœur même de la Kabylie, parfait arabophone et francophone, Ssi Hocine était l'incarnation même de cette diversité historique, qu'il semblait vivre dans une sorte d'évidence sereine, sans tiraillements, mobilisant ses appartenances diverses pour être au plus près de ses interlocuteurs. Héritier de plusieurs traditions, il semblait les vivre sans ostentation, les assumant toutes, n'en rejetant aucune, y compris l'apport de l'ancienne puissance dominatrice et de l'Occident. Cette approche tranquille de la diversité, faisant de chaque affluent historique une source d'inspiration et d'enrichissement, est aujourd'hui encore féconde et devrait nous inspirer, alors que le Maghreb est encore confronté, à des échelles différentes, à la délicate question de la gestion pacifique et démocratique du pluralisme.

Le troisième trait marquant de cet itinéraire remarquable est probablement son attachement au Maghreb. Connaisseur intime des deux autres pays, de leurs élites politiques comme de leurs

sociétés profondes (comme le fut et reste un Abderrahman Yousoufi), Hocine Aït Ahmed n'a jamais dévié de cette belle et toujours actuelle utopie, quelles que soient les crises, les polémiques et campagnes de presse. Algérien jusqu'au bout des ongles, son amour de sa patrie n'a, et à aucun moment, versé dans un nationalisme chauvin et exclusif. Cet orphelin d'un Maghreb, à la fois un et pluriel, va nous manquer alors que nous avons besoin, plus que jamais, de revisiter et de refonder ce beau rêve des générations précédentes. ●

**Marrakech,
le 30 décembre 2015**

**Driss EL YAZAMI,
président du Conseil
national des droits
de l'Homme du Maroc**